



Grand compromis social pour l'emploi



François Hollande a lancé un appel à l'engagement de tous pour favoriser l'emploi, en détaillant le pacte de responsabilité. Harlem Désir était lui en déplacement dans le Cher où il a rappelé que le PS devait être le parti de ceux qui entreprennent, et celui des salariés.

L'AGENDA

28 janvier

► Forum "Imaginons notre Ile-de-France" à Paris

1^{er} février

► Réunion des secrétaires de section à Paris

12 février

► Colloque sur l'emploi à l'assemblée nationale

« Chacun doit prendre des engagements »

« L'emploi, encore l'emploi, toujours l'emploi »

François Hollande a détaillé les mesures prises pour relancer la croissance et l'emploi jusqu'à la fin de son quinquennat. « La baisse du chômage est acquise pour les moins de 25 ans » a-t-il rappelé lors de ses vœux aux forces vives de la nation. Elle s'amorce pour l'ensemble des demandeurs d'emplois, avec la tendance à la stabilisation de ces derniers mois. Ces premiers résultats sont le fait du retour à la stabilité financière dans la zone euro, mais aussi des instruments mis en place par le gouvernement : emplois d'avenir, contrats de génération, contrats aidés, plan de formation pour les emplois non pourvus. L'introduction du crédit impôt compétitivité (CICE), la mise en place de la banque publique d'investissement (BPI) ont aussi eu des impacts positifs, en redonnant de la marge aux entreprises. Depuis son élection, le président mise sur la réussite du dialogue social, respecté notamment pour la réforme des retraites.

Toutefois, la croissance reste trop faible pour créer durablement des emplois. Face à ce constat, François Hollande a proposé le pacte de responsabilité, « un grand compromis social qui obligera chacun à prendre des engagements et en tout premier lieu l'État ». Les discussions doivent commencer avec les partenaires sociaux dès le 27 janvier, afin que le pacte soit conclu d'ici au printemps à l'occasion d'une grande conférence économique et sociale.

Le pacte va permettre de diminuer les prélèvements pesant sur le travail. Le président a annoncé la fin des cotisations familiales payées par les entreprises d'ici à 2017, ce qui représente 30 milliards d'euros d'économies. Le CICE a



déjà permis d'alléger le coût du travail (4 % cette année, 6 % l'an prochain). « Nous pouvons envisager de pérenniser et d'augmenter le CICE, nous pouvons aussi le transformer en baisse des charges dont il nous appartiendra de fixer l'ampleur. »

Rénover la fiscalité

Un grand chantier sera mené sur la fiscalité des entreprises. Toutes les mesures qui incitent à l'investissement seront maintenues jusqu'à la fin du quinquennat, notamment le crédit impôt recherche. « Il s'agit de taxer moins la production et l'emploi et d'associer davantage

les salariés à la réussite de l'entreprise », précise François Hollande. Tous ces allègements de charge « ne seront pas financés par un transfert vers les ménages », précise-t-il. Seule la réduction de la dépense publique permettra de mettre en oeuvre les dispositions proposées. Par ailleurs, des contreparties seront demandées aux entreprises. D'abord, en terme de nombre de créations d'emplois, ensuite sur la qualité des emplois et enfin sur leurs investissements en France. Un observatoire des contreparties sera mis en place avec les partenaires sociaux, pour vérifier la bonne réalisation du pacte. Le gouvernement va engager un vote de confiance devant l'assemblée sur ce pacte.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Une loi pour l'égalité réelle entre hommes et femmes

A l'heure où l'IVG est encore un droit remis en cause en Espagne et dans certaines manifestations en France, l'Assemblée nationale étudie en première lecture le projet de loi pour l'égalité entre les hommes et les femmes, qui, pour la première fois, aborde la question de l'égalité dans toutes ses dimensions :

Assurer l'égalité dans l'entreprise et dans les ménages.

Le texte prévoit de réformer le congé parental pour favoriser un meilleur partage des responsabilités. Une période de six mois du complément de libre choix d'activité, rebaptisé prestation partagée d'éducation de l'enfant (Prepave) sera réservée au second parent, sur les trois ans au total.

Dans les entreprises, le texte renforce l'efficacité de la négociation en matière d'égalité professionnelle, en lui donnant pour objectif de réduire les inégalités salariales entre hommes et femmes. Désormais, pour pouvoir soumissionner aux commandes publiques, les entreprises de plus de

50 salariés devront respecter les obligations légales en matière d'égalité professionnelle. **Création d'une garantie contre les impayés de pension alimentaire.**

Un dispositif de garantie publique contre les impayés de pensions alimentaires sera mis en oeuvre à partir de 2016. La solidarité publique permettra de prendre le relais du parent défaillant, mais les services publics se retourneront contre lui avec des moyens de recouvrement renforcés.

Protéger les femmes contre les violences.

En cas de violences la règle sera l'éviction du conjoint violent et le maintien dans les lieux l'exception. Le dispositif d'ordonnance de protection pourra durer jusqu'à 6 mois au lieu de 4 mois. Le recours à la médiation pénale sera lui limité à la demande expresse de la victime.

La lutte contre le harcèlement sera généralisée, mieux définie, et le harcèlement sexuel mieux sanctionné. Les auteurs de violence sexuelle pourront être condamnés en plus à un stage de responsabilisation à leur frais.

Protéger les droits des femmes.

Le droit à l'IVG sera mieux protégé. Un délit d'entrave à la libre information sera créé. L'IVG est accessible à toute femme souhaitant interrompre sa grossesse, sans qu'il ne soit plus fait allusion à « l'état de détresse ».

Le CSA devra s'assurer de la représentation des femmes dans les médias. Pour lutter contre l'hypersexualisation, les concours de beauté seront interdits au moins de 13 ans.

Généraliser la parité.

La pénalité applicable aux partis qui ne respectent pas la parité sera doublée. Le projet de loi établit une obligation de représentation équilibrée pour les fédérations sportives dont plus d'un quart des licenciés sont de chaque sexe. La parité sera instaurée dans les conseils économiques et sociaux régionaux, les chambres d'agriculture, les chambres des métiers d'ici 10 ans ainsi que dans toutes les autorités administratives indépendantes collégiales et les commissions et instances consultatives et délibératives de l'Etat.

Une autre histoire pour Levallois

La campagne est déjà intense à Levallois-Perret. L'équipe d'Anne-Eugénie Faure, la candidate socialiste de 36 ans fait face à une droite très mobilisée. Il faut dire que dans la ville de Balkany, la gauche est en conquête. « *Je suis très attachée à Levallois, où ma famille est implantée depuis cinq générations* », raconte Anne-Eugénie Faure, qui est également conseillère municipale d'opposition depuis 2002.

Attachée à cette ville, mais pas « *à ce qu'en a fait le maire actuel* », précise-t-elle. « *C'était une ville riche de son histoire, où il y avait beaucoup de mixité sociale. Désormais, c'est une ville de bureaux où on propose aux habitants de consommer des services, sans projet.* » La mixité sociale a peu à peu disparu, au gré de l'augmentation des prix des logements dans le parc privé. « *Il y a un vrai problème pour les gens de ma génération, qui n'arrivent pas à décohabiter et qui sont obligés de partir.* » La ville affiche 18,75 % de logements sociaux en 2012, selon les chiffres du conseil général, soit moins que le minimum légal fixé à 20 % et qui va passer à 25 % suite au vote de la loi Duflot. Pour la candidate, même les logements sociaux existants posent problème, « *car la plupart sont dans les catégories élevées de prix, et restent trop chers pour de nombreux habitants* ».

Le logement est donc l'une des priorités de sa campagne. « *L'opposition devrait avoir droit de cité dans les commissions d'attribution, ce n'est pas le cas pour l'instant* », regrette-t-elle, fustigeant cette « *opacité* »

Sur le terrain, les militants croisent régulièrement ceux d'Arnaud de Courson, opposant divers droite à Patrick Balkany. Leurs tracts affichent la couleur « *Balkany, 30 ans ça suffit.* » Anne-Eugénie Faure en plaisante « *il est pour quand le programme, pour le 1er avril ?* »



© Mathieu Dalmont

leur lance-t-elle. Car du côté socialiste, on distribue des tracts thématiques, avec des propositions pour le logement, mais aussi pour la jeunesse ou encore une fiscalité plus juste.

Lutter contre l'endettement

« *les impôts sont très chers ici*, relève-t-elle. *Le maire vient encore de créer une taxe balayage.* » Il faut dire que Levallois-Perret est aussi l'une des communes les plus endettées de France, avec une dette par habitant qui avoisine les 8 000 euros. « *Il est urgent de pouvoir faire un véritable audit des finances, explique la candidate socialiste. Ce sera notre première action si demain nous arrivons aux responsabilités. Ensuite, il faut chercher à faire des économies, en évitant certains grands projets ruineux.* » Elle cite l'exemple d'Eollys, deux tours qui devaient être édifiées sur les bords de Seine. Le projet a été abandonné, mais aurait quand même coûté près de « *100 millions d'euros* ».

La gauche y croit, même dans une ville qui a réélu Patrick Balkany au 1^{er} tour en 2008 malgré les affaires. « *Les mentalités commencent à changer* », remarque Liès Messatfa, le directeur de campagne. « *À Levallois, on fait des cadeaux*

aux seniors, on s'occupe des enfants, détaille Philippe Janssoone, habitant de la ville depuis plus de 20 ans. *C'est un village, les gens se connaissent, ils ont besoin d'être soignés alors les affaires, cela ne les intéresse pas!* » Aïcha Jakiri, gardienne d'immeubles, depuis 35 ans à Levallois pointe l'iniquité du système : « *Certains ont un logement social tout de suite, alors que d'autres attendaient depuis très longtemps.* » Sylvie, militante socialiste, déplore que les gens continuent à voter pour Patrick Balkany. « *Ils ne sont pas dupes du tout, mais la bibliothèque est neuve, il y a des crèches...* » Consciente du problème, Anne-Eugénie Faure estime « *qu'il y a un grand travail de pédagogie à faire pour prouver que le clientélisme n'a rien à voir avec une politique sociale.* » Elle veut par exemple instaurer le quotient familial sur toutes les activités proposées aux enfants. « *C'est plus juste que de faire payer le même prix à tout le monde, sans condition de ressources, en accordant des allocations au cas par cas.* »

Pour « *changer Levallois en profondeur* », l'équipe socialiste laboure le terrain afin de mobiliser des électeurs souvent désabusés. « *Certes, c'est une ville difficile, reconnaît la candidate. Mais ce ne sera pas la première ville difficile à être prise par la gauche!* »

Harlem Désir en visite dans le Cher

« *Je veux que le Parti socialiste soit le parti de ceux qui entreprennent, comme le parti des salariés, et que nous n'opposions pas l'économie et le social.* » Jeudi, le premier secrétaire était en déplacement dans le Cher, où il a visité une usine de mécanique de précision et a apporté son soutien à Irène Félix, candidate socialiste à la mairie de Bourges. Il a insisté sur l'importance de la bataille pour l'emploi. « *Nous vivons une guerre économique. Les victimes en sont les chômeurs, les salariés précaires, les salariés contraints à des horaires éclatés, les chefs d'entreprise aussi, qui luttent pour maintenir et développer leur activité. Il faut un pacte patriotique, pour l'emploi, pour défendre nos entreprises et pour redresser l'économie du pays.* » Harlem Désir a appelé les entreprises à prendre des engagements « *sur l'emploi, sur la formation, sur le recul de la précarité, sur l'investissement et la localisation des investissements en France* ».



© Philippe Grandjean



**LA VILLE
QU'ON AIME
POUR VIVRE
ENSEMBLE**

**La ville mobilisée
pour l'emploi
et les entreprises**

MUNICIPALES 23 ET 30 MARS 2014. VOTEZ !



lavillequonaime.fr